HAL
open science

Somalie : un nouveau front antiterroriste ?

Roland Marchal

▶ To cite this version:

Roland Marchal. Somalie : un nouveau front antiterroriste ?. Les Études du CERI, 2007, 135, pp.1-28. hal-01021595

HAL Id: hal-01021595
https://sciencespo.hal.science/hal-01021595v1

Submitted on 9 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Études du CERI
N°135 - juin 2007

Somalie : un nouveau front antiterroriste ?

Roland Marchal

Centre d'études et de recherches internationales
Sciences Po

Roland Marchal

Somalie : un nouveau front antiterroriste ?

Résumé

La crise somalienne a été appréciée par la communauté internationale à l'aune de ses intérêts plus que dans sa réalité nationale. Après avoir échoué à concevoir une véritable réconciliation entre 2002 et 2004, les pays occidentaux se sont préoccupés de faire survivre un gouvernement sans véritable légitimité, mais soutenu par l'Ethiopie et le Kenya. L'émergence des Tribunaux islamiques en juin 2006 a reconfiguré la donne. Plus que leur radicalisation, deux arguments ont décidé du retour de la guerre : l'Ethiopie ne pouvait accepter de voir surgir sur son flanc sud un pouvoir autonome et ami de l'Erythrée, les Etats-Unis voulaient affirmer l'absolue primauté de la lutte antiterroriste sur toute autre considération. Une telle posture permettait de tester une nouvelle doctrine de sécurité donnant au Pentagone un ascendant sur la poursuite des supposés terroristes et permettant de coopter de nouvelles puissances régionales sur le continent africain, les alliés européens se montrant une fois de plus singulièrement atones face à cette nouvelle dérive militariste de Washington. Incapable d'occuper l'espace politique, le gouvernement transitoire somalien a poussé à la radicalisation. La perspective d'un nouvel Irak à l'africaine se dessinait dès la précaire victoire de l'Ethiopie en janvier 2007.

Roland Marchal

Somalia: Towards a New Anti-terrorist Front?

Abstract

The international community analyzed the crisis in Somalia in light of its own interests rather than the reality of the country. After having failed to work out a true reconciliation government between 2002 and 2004, western countries went about keeping alive a government that had no real legitimacy, but backed by Ethiopia and Kenya. The emergence of the Islamic Courts in June 2006 reshuffled the cards. More than the radicalization of the Islamic Courts, two arguments finally determined Somalia's fate and the rekindling of war there. Ethiopia couldn't stand to see an autonomous power friendly to Eritrea appear on its southern flank. And the United States wanted to signal the absolute predominance of its fight against terrorism over any other consideration. Such a posture provided the opportunity to try out a new security doctrine giving the Pentagon ascendancy over the pursuit of alleged terrorists, co-opting new regional powers on the African continent in the process, given that most of its European allies once again proved particularly limp in the face of yet another militarist drift on the part of Washington. Incapable of occupying the political space, the transitional Somalian government encouraged radicalization. The specter of an Iraq-style conflict in Africa began to loom with Ethiopia's shaky victory in January 2007.

Somalie : un nouveau front antiterroriste ?

Roland Marchal
CNRS/CERI

L'intervention américano-éthiopienne de décembre 2006 – on reviendra sur cette appellation – marque la fin d'un cycle dans la crise politique somalienne. Elle en ouvre un nouveau dans la Corne de l'Afrique. Loin d'inaugurer la restauration de la sécurité à l'intérieur de la Somalie, elle y militarise depuis le début de l'année 2007 des contradictions politiques et sociales, et compromet la reconstruction progressive d'un tissu social et politique national. En mettant en exergue la brutalité des mesures antiterroristes adoptées par les Etats-Unis et leurs alliés dans la région, elle a également des effets très négatifs au-delà des frontières somaliennes en soulignant la marginalité du statut des communautés musulmanes au Kenya et en Ethiopie. Enfin, sans grand risque de se tromper, on peut noter le caractère auto-réalisateur dont sont porteuses les accusations américaines : si la Somalie n'était pas une destination courue du djihadisme international, l'implication de Washington dans les événements actuels en rehausse le statut et laisse augurer une présence autrement plus grande de radicaux étrangers sur son sol dans les mois qui viennent, faute de véritable dialogue politique.

Alors qu'en 2006 un saut qualitatif dans un règlement de la crise somalienne était possible, la régression politique et sécuritaire est totale au printemps 2007 et ne laisse présager qu'un long épisode militaire avant une stabilisation précaire qui laissera peut-être à nouveau un espace à une démarche politique. La population somalienne, qui a beaucoup souffert depuis 1991, méritait sans nul doute un peu plus de considération de la part de son prétendu gouvernement, le Gouvernement fédéral transitoire (GFT), des pays voisins, de l'Union africaine, des Nations unies et de ladite communauté internationale.

Hélas, une fois de plus, les dynamiques politiques internes ont été ignorées par la communauté internationale et ses médias, qui ont préféré faire valoir un agenda global sans considérer les risques importants de manipulations – dont ils avaient pourtant déjà été victimes par le passé, d'abord de la part de certaines factions somaliennes (aujourd'hui,

en l'occurrence le GFT), puis d'Etats de la région soucieux de faire prévaloir leur propre intérêt aux dépens d'une solution équilibrée de la crise somalienne. Faiblesse de la mémoire institutionnelle, volonté de ne pas déplaire à l'allié américain, d'autant plus rigide que sa politique est un échec en Irak et en Afghanistan, faible intérêt pour la Somalie relativement aux pays voisins comme l'Ethiopie et le Kenya, réflexe pavlovien face à toute mention de danger terroriste : les raisons sont nombreuses et ne rendent guère optimiste quant à la capacité des journalistes et des diplomates de raisonner à froid sur des crises complexes en mettant à distance les peurs occidentales et la propagande de certains Etats[1]. Cet aveuglement risque d'être partagé, même si son discours justificatif se décline différemment, par des opinions publiques et les chancelleries des pays musulmans, tout aussi peu intéressées aux spécificités de la crise somalienne, mais virulentes dès lors que les Etats-Unis y jouent un rôle militaire[2].

En effet, pour la troisième fois depuis le 11 Septembre, les Etats-Unis impulsent une intervention militaire dans un pays musulman et, circonstance aggravante aux yeux de l'opinion publique islamique, ils le font avec un allié réputé chrétien[3]. La décision d'intervenir en Somalie procède d'une double logique que les médias internationaux n'ont pas analysée avec soin : d'une part, un agenda global qui se rattache à la vision qu'a Washington – en tout cas certains secteurs de son administration – de la lutte contre le terrorisme et de la chasse aux membres d'al-Qaida ; de l'autre, les intérêts propres du régime éthiopien, car celui-ci, non seulement contesté sur le plan intérieur, tente de parer l'émergence sur son flanc sud d'un pouvoir autonome qui entretiendrait des relations cordiales avec l'Erythrée ennemie et des groupes d'opposition armée éthiopiens. C'est cette coïncidence qui fournit le contexte de l'intervention, en multiplie les implications régionales et internationales et redimensionne la question somalienne, pour le meilleur et pour le pire.

Cette intervention pose problème à plusieurs niveaux. D'abord, celui de la dynamique politique en Somalie : dans quelle mesure était-elle indispensable pour dénouer la crise qui secoue ce pays depuis 1991 ? Ensuite, celui de sa finalité régionale : comme pour toute intervention menée dans un pays étranger, l'Ethiopie a recours à un discours convenu, justifiant son action par le besoin de se protéger d'agissements bellicistes et terroristes ; qu'en penser alors qu'en moins d'une semaine les Tribunaux islamiques étaient défaits ? Enfin, confirmant des rumeurs persistantes dès le début du mois de décembre, le bombardement par des avions américains AC-130 de villages dans l'extrême sud de la Somalie et la présence d'éléments des forces spéciales au sol attestent l'engagement

[1] Il y a fort heureusement des exceptions, bien minoritaires dans l'avalanche des discours médiatiques sur cette crise, qui confondent allégrement musulmans et islamistes, islamistes et djihadistes, djihadistes et al-Qaïda.

[2] Dans un contexte radicalement différent, ce type de réaction prévaut également au Darfour, où est mésestimée l'ampleur de la crise et des destructions, à cause d'une forte (et désordonnée) implication américaine qui suscite l'inévitable théorie du complot.

[3] Les préjugés ont la vie dure, et pas seulement en Occident : la communauté musulmane est la première en Ethiopie, même si elle n'est peut-être pas majoritaire. Le régime éthiopien est laïque, à l'image de ses dirigeants originaires du Tigray, marxistes-léninistes reconvertis au libéralisme économique au début des années 1990.

militaire américain. Comment l'analyser ? Peut-on concevoir que, comme il en a été fait état publiquement, le but d'une telle intervention était de récupérer trois responsables des attentats perpétrés au Kenya en 1998 et en 2002[4] ? Faut-il y voir plutôt la mise en œuvre déterminée d'une nouvelle doctrine militaire analogue à celle prônée par le président Nixon dans le contexte de la guerre froide : à savoir la cooptation de puissances régionales qui s'aligneraient sur les objectifs définis par l'actuelle administration américaine dans la guerre contre le terrorisme ?

Ce texte entend apporter des éléments de réponse ou de débat à ces questions et présenter ce qui apparaît, en avril 2007, comme le scénario le plus probable d'évolution de la crise somalienne, en décrivant, au-delà de la formule, ce qu'un « Irak à l'africaine » peut être. Il propose une analyse de la montée en puissance des Tribunaux islamiques à Mogadiscio, s'interroge sur leurs divergences internes et leur échec, mais dans des termes bien différents de certaines analyses, notamment américaines. Il étudie enfin l'opposition armée qui combat à Mogadiscio, concluant par une évaluation très pessimiste de la situation. A la fin avril 2007, la seule solution, pour mettre fin aux combats meurtriers, semble une disqualification du GFT ainsi que de l'intervention éthiopienne, et la tenue d'une nouvelle conférence de réconciliation (en l'espérant moins bâclée que la précédente). Mais la communauté internationale n'est pas encore disposée à un tel lâchage. Lorsqu'elle le sera, l'opposition armée aura changé de forme et un tel processus politique se révélera alors d'une tout autre difficulté.

Pourquoi une telle intervention à cette date ? En effet, le début des combats – le 20 décembre 2006 – coïncide avec la visite en Somalie du commissaire européen Louis Michel, qui obtint alors des deux protagonistes somaliens la reprise d'un dialogue politique que les combats rendent hors de propos. De la même manière, cette intervention se déroule alors que le débat sur la « nouvelle » politique irakienne de l'administration américaine fait rage à Washington. Faut-il y voir une coïncidence, les planificateurs américains et éthiopiens n'ayant qu'un intérêt discret pour une telle personnalité européenne ? Ou au contraire le choix réfléchi d'une des parties ou même des deux, puisque Louis Michel se voyait accorder un dialogue que les va-t-en-guerre refusaient ?

L'émergence des Tribunaux islamiques

Pour comprendre ce que l'on a décrit en juin 2006 comme la victoire des Tribunaux islamiques, il faut revenir aux lendemains du 11 Septembre 2001. En novembre et décembre 2001, le gouvernement américain va s'interroger pendant quelques semaines sur l'opportunité

[4] *Africa: U.S. Official Sees 'Credible and Capable' Force As Key to Peace in Somalia*, **http://allafrica.com/stories/200701180980.html**

d'une intervention en Somalie, pays présenté alors comme une base potentielle d'al-Qaida, du fait des sympathies du Gouvernement national transitoire (GNT) créé en août 2000 à Arta (République de Djibouti) pour les islamistes[5] et des liens entre milieux d'affaires somaliens et organisations islamiques suspectes dans les pays du Golfe. Une organisation islamiste, al-Ittehad al-Islaamiyya, est alors placée sur la liste des organisations terroristes pour avoir organisé plusieurs attentats en Ethiopie et contribué à la préparation des attentats contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salam en août 1998. La principale compagnie somalienne, al-Barakat, présente dans les télécommunications et le transfert d'argent, voit ses avoirs gelés : elle est accusée d'avoir partie liée avec l'organisation d'Oussama ben Laden[6]. Mais rapidement le Pentagone change d'avis et se tourne de façon déterminée vers l'Irak.

La communauté internationale décide alors d'organiser une nouvelle conférence de réconciliation nationale pour la Somalie dont le maître d'œuvre serait le Kenya, sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)[7]. Cette conférence débute en octobre 2002 et s'achève deux ans plus tard avec l'élection d'Abdullahi Yuusuf Ahmed[8] à la présidence du GFT. Un nouvel attentat survenu près de Mombasa en novembre 2002 souligne l'urgence d'une solution dans la mesure où la Somalie, une nouvelle fois, a servi de base arrière au groupe terroriste.

Un gouvernement en exil divisé dès sa création

Cette conférence, pourtant, se révèle la caricature de ce qu'elle prétend être[9] : un processus politique de réconciliation à l'échelle de l'ancienne colonie italienne, le Somaliland étant volontairement tenu à l'écart par la communauté internationale. Les Etats-Unis ne montrent

[5] Bourré d'erreurs et incroyablement biaisé pour qui connaît le personnel politique et les milieux d'affaires somaliens, un livre illustre alors cette thèse : M. Tadesse, *al-Ittihad. Political Islam and Black Economy in Somalia*, Addis-Ababa, Meag Press, 2002.

[6] Plus de cinq ans après, aucune preuve de ces accusations n'a été jamais été apportée en dépit de la saisie des comptes de la compagnie à Dubaï. Son dirigeant a pu regagner Mogadiscio en homme libre en 2003 et a, par la suite, joué un rôle important au sein des Tribunaux islamiques.

[7] Les pays membres de l'IGAD sont, outre le Kenya, la Somalie, Djibouti, l'Erythrée, l'Ethiopie, l'Ouganda et le Soudan.

[8] Opposant de Mohamed Siyaad Barre dès 1979, Abdullahi Yuusuf Ahmed appartient au clan Majeerten/ Daarood et a été président du Puntland (nord-est de la Somalie où vit son clan).

[9] La seule chronique publiée est celle des différents rapports d'International Crisis Group pendant cette période : **http:/ / www. crisisgroup. org/home/index.cfm?id = 1232&l = 1**

qu'un intérêt limité pour cette énième conférence, puisque Washington établit dès décembre 2002 une base militaire à Djibouti. A partir du camp Lemonnier, ses forces spéciales surveillent la Somalie, entraînent des troupes en Ethiopie, en Ouganda et au Kenya, et emploient des groupes de miliciens en Somalie pour enlever les suspects d'allégeance à al-Qaida[10]. De fait, les diplomates américains sont très lucides sur les multiples dysfonctionnements de ce processus et n'éludent aucune des faiblesses qui transparaissent rapidement. Tel n'est pas le cas de l'Union européenne, qui finance généreusement cette très longue conférence, mais n'y a qu'une implication politique minimale à l'exception de l'Italie : la Somalie n'intéresse pas. Avec démagogie, on laisse faire l'IGAD, qui se réduit rapidement à l'Ethiopie, même si celle-ci, protocole oblige, cède la première place à un diplomate kenyan complaisant.

En effet, Addis-Abeba, en dépit de plusieurs incidents avec des membres de l'IGAD, notamment Djibouti, obtient rapidement l'ascendant sur l'organisation de la conférence et y conduit sans fausse pudeur sa politique. Le résultat est conforme à ses vœux. Abdullahi Yuusuf Ahmed, un allié de longue date, est élu en octobre 2004 et, quelques jours après son élection, se rend à Addis-Abeba, où il réclame l'envoi de troupes pour sécuriser son pays. Le Premier ministre éthiopien répond positivement à sa demande. Ali Mohamed Geedi, appartenant à un clan fort de la capitale[11] et réputé très proche des autorités éthiopiennes, est nommé Premier ministre sous la pression d'Addis-Abeba. Les ministres appartiennent à 80 % à l'alliance de factions que l'Ethiopie avait suscitée contre le gouvernement national transitoire au début 2001. Devant les tensions que provoquent le voyage du président et le choix des ministres, la communauté internationale déclare benoîtement que la réconciliation reste à faire, maintenant que la conférence est finie…

La situation se dégrade rapidement, les parlementaires se divisant sur la question d'une force étrangère et du statut de la capitale. Après un pugilat à grande échelle provoqué par les partisans du Premier ministre dans un grand hôtel de Nairobi lors d'une réunion du Parlement en mars, une dizaine de ministres et plus d'une centaine de députés, sous la houlette du président du Parlement Sharif Hasan Shiikh Aadan, partent pour Mogadiscio[12]. Depuis 2002, la situation est beaucoup plus difficile dans la capitale somalienne. Non seulement les factions s'y sont combattues pour modifier les rapports de force dans la fameuse conférence kenyane, mais l'insécurité a crû avec l'apparition de véritables bandes de délinquants et d'une industrie du kidnapping. La population et les milieux d'affaires – grands et petits – y ont fait face notamment en créant des milices de quartier puis, dans

[10] **http://www.globalsecurity.org/military/agency/dod/cjtf-hoa.htm**

[11] Ali Mohamed Geedi appartient aux Warsangeli/Harti/Abgaal. Il est un proche parent d'un chef de faction puissant, Mohamed Dheere, basé à Jowhar, au nord de Mogadiscio, et du même sous-clan que Bashiir Raage, chez qui logent les missionnaires américains en visite dans la capitale somalienne.

[12] R. Marchal, « Somalia », in A. Mehler, H. Melber et K. van Walraven, *Africa Yearbook: Politics, Economy and Society south of the Sahara in 2005*, Leiden & Boston, Brill, 2006. L'autre faction du GFT est pratiquement expulsée du Kenya en juin et s'installe à Jowhar.

des zones très délimitées de la capitale, des Tribunaux islamiques dont les prérogatives ne dépassent pas alors quelques dizaines de blocs pour toute la capitale.

Avec le retour des chefs de faction et de leur premier cercle à Mogadiscio, la population espère une nouvelle fois une normalisation. Celle-ci est engagée, puis tout s'effondre, les chefs de faction, désormais pourtant ministres et parlementaires, se révélant une fois de plus incapables de dépasser leurs intérêts égoïstes et leurs jalousies picrocholines. C'est dans cette amertume absolue de la population que réside le succès des Tribunaux islamiques.

Les Tribunaux islamiques et la guerre de Mogadiscio

Les Tribunaux islamiques sont initialement des réponses locales à l'insécurité. Leur création suit plus ou moins le même processus. Dans un milieu urbain reconfiguré par la guerre, certaines zones se trouvent sous la domination numérique d'un clan. A la suite de troubles occasionnés par de véritables gangs, les anciens de ce clan décident la constitution d'un Tribunal islamique : au moment de la sélection de ses membres, ils prennent garde de nommer des juges qui reflètent les diverses tendances de l'islam somalien (on est après le 11 Septembre !) ; les miliciens n'ont pas de formation religieuse particulière. Bien sûr, les mouvements islamiques et islamistes sont présents dans ces institutions, car leurs chefs ont un prestige et, souvent, une capacité organisationnelle qui fait ordinairement défaut. Les Tribunaux, dont le nombre reste inférieur à dix[13] avant 2006, vont engager une lutte acharnée contre le banditisme. L'amélioration de la situation n'est ainsi pas le fait du retour des chefs de faction, mais de l'action de ces nouvelles institutions.

Lorsqu'en janvier 2006 un accord conclu à Aden entre le président du GFT et le président du Parlement prévoit la réunification des institutions transitoires dans la ville de Baidoa (Baydhabo), à Mogadiscio la révolte des principaux chefs de faction a tourné court. Ils se sont révélés incapables de sécuriser la capitale et, s'ils retournaient à Baidoa, y seraient politiquement marginalisés. C'est dans ce contexte qu'éclate le conflit entre ce que l'on appelle bientôt l'Alliance pour la paix et contre le terrorisme international et les Tribunaux islamiques.

De guerres, il y en a plusieurs, qui convergent dans une série d'affrontements très violents entre février et juin 2006. Les chefs de faction essaient à l'automne 2005 de créer un Parlement local à Mogadiscio, mais refusent que le président en soit élu. Dans la polémique qui s'ensuit, des menaces sont proférées à l'encontre de certains clans, ce qui explique l'implication de ces derniers dans la guerre contre les factions. Ces tensions n'auraient cependant pas suffi à

[13] Polytechnic (pour le sous-clan du Shabelle), Ifka Halane (pour le sous-clan Ayr des Haber Gidir), Yaqshid (pour le sous-clan Harti/Abgal), Circole (pour le sous-clan Saleebaan des Haber Gidir), ilk Factory (pour le sous-clan Duduble des Haber Gidir), Al-Furqan (pour le sous-clan Sa'ad des Haber Gidir), Xariryale et Daynile (pour le clan Murusade), Balad (pour le sous-clan Wabudhan/Abgal).

nourrir une telle confrontation, d'autant que les Tribunaux n'étaient pas partie prenante de la dispute. Simultanément, un conflit violent éclate entre deux groupes d'hommes d'affaires, l'un dirigé par un ami des Etats-Unis (Bashir Raage), l'autre par un soutien des Tribunaux (Abukar Omar Adane), tous deux membres du même sous-clan[14]. Ces escarmouches de plus en plus âpres ont pour véritable enjeu un terrain sur la côte où doit être aménagé un port d'exportation du charbon de bois – l'une des exportations les plus profitables et les plus destructrices pour l'environnement[15]. Cette compétition acharnée débute en fait dès 2005, mais, en 2006, elle implique les Tribunaux islamiques, qui reçoivent des dons substantiels d'Abukar Omar Adane et sont appelés à l'aide[16]. Quant à Bashir Raage, il utilise ses alliés américains de la CIA pour constituer cette fameuse Alliance contre le terrorisme international.

L'implication américaine change la nature de la guerre dans la mesure où la population va faire front par anti-américanisme, par hostilité aussi à une série d'assassinats ou d'enlèvements de personnalités religieuses qu'elle pense être le fait des Américains et des Ethiopiens relayés par ces factions. L'implication américaine mobilise et unifie bien au-delà de Mogadiscio tous les courants islamiques, d'habitude très divisés par leurs rituels, leurs idéologies et leurs modes de recrutement : plusieurs centaines de combattants arrivent du Somaliland, d'autres du sud de la Somalie. Au Puntland, moins peuplé, les recrues sont peu nombreuses, mais des fonds importants sont collectés, à l'instar d'ailleurs de la diaspora qui soutient les Tribunaux. Cette hétérogénéité de la guerre fait que les soutiens ne sont pas seulement claniques, islamiques et islamistes : certaines factions « laïques » comme la Jubba Valley Alliance basée à Kismaayo participent à ces combats.

La victoire des Tribunaux islamiques est due à une situation très particulière. On peut parler de soulèvement populaire, même si la population n'est pas unanime. Les miliciens des factions sont soumis aux pressions de leurs parents qui leur demandent de ne pas se battre « pour les Américains » ; les rues de la capitale sont soudain rendues impraticables par les civils qui y déposent de grosses pierres et empêchent ainsi une coordination militaire qui, de toute façon, est problématique. La méfiance entre membres de l'Alliance demeure jusqu'à leur chute et s'explique par leur aveuglement : ils sous-estiment jusqu'au bout la mobilisation populaire, tout en sachant que la force militaire des Tribunaux islamiques n'est pas un réel défi.

Lorsque les chefs de faction s'enfuient de Mogadiscio, les seuls capables de capitaliser la victoire sont les Tribunaux islamiques, puisque les clans ne sont pas organisés, comme d'ailleurs les milieux d'affaires qui ont soutenu l'effort de guerre. Il s'agit donc d'une victoire

---

[14] Un exemple de plus pour critiquer la vision simpliste qui fait du clan l'unité d'analyse dans la vie politique somalienne.

[15] C. Timberg, « Mistaken entry into clan dispute led to US black eyes on Somalia », *The Washington Post*, 2 juillet 2006.

[16] Il sera récompensé, puisqu'il disposera avec ses associés d'une petite dizaine de sièges dans le conseil consultatif des Tribunaux islamiques. Preuve que l'islamisme somalien n'est pas insensible aux réalités économiques.

par défaut, ce dont les dirigeants de l'Union des Tribunaux islamiques (UTI), Shiikh Sharif Shiikh Ahmed et Hasan Daahir Aweys, ont conscience dès ce moment-là[17].

Si l'on est revenu en détail sur cette période, c'est parce qu'elle est cruciale. Elle marque une transformation radicale de la scène politique à Mogadiscio, et très vite au-delà. Elle transforme les équilibres et modifie les rapports que les Tribunaux et leurs composantes entretiennent. A l'instar de ce qui s'était passé en 1991 lors du renversement de Mohamed Siyaad Barre, où les miliciens proches du général Aydiid s'étaient renforcés grâce au pillage des casernements, des groupes islamiques prennent le contrôle des arsenaux des factions et consolident ainsi mécaniquement leur influence dans le mouvement. L'organisation de la jeunesse Hisbul al-Shabaab, caractérisée par un populisme islamiste radical, y gagne une force et un attrait nouveaux. La population de la capitale n'avait guère apprécié la violation du « cimetière des Italiens »[18] perpétrée en février 2005 par son chef, Aadan Hashi Faarah Eyro, à un moment où l'Italie réservait des funérailles quasi officielles et religieuses à des migrants somaliens noyés lors du franchissement de la Méditerranée. Mais son engagement au premier rang dans la guerre et la maîtrise d'une quantité impressionnante d'armes vont changer le sentiment populaire pour quelque temps.

La montée aux extrêmes

Si la victoire de l'UTI signifie mécaniquement la disparition des factions, elle laisse ouverte la construction d'un ordre politique. L'implication éthiopienne fait peser dès cette période le risque d'un retour des chefs de faction, du moins de certains d'entre eux, sur le devant de la scène. Cette menace sera la justification récurrente d'une radicalisation au sein du courant islamique.

Dans le même temps, l'UTI doit s'atteler à la remise en ordre de la zone qu'elle contrôle. Si sa légitimité est forte au sein de la population, celle-ci a des demandes contradictoires : elle veut la sécurité, mais ne veut pas toujours en payer le prix ; elle veut une administration fonctionnelle, mais construite moins sur les compétences que sur un équilibre clanique, le plus souvent porteur de dysfonctionnements. Quant aux Tribunaux, ils doivent apprendre à travailler ensemble. Un objectif ambitieux, car leurs personnels ne se connaissent pas toujours, et beaucoup n'ont pas d'expérience politique, encore moins de projet politique. Ce n'est pas vrai pour tous, et certains vont essayer de le faire valoir avec un succès relatif.

[17] Entretiens Dhuusa Maareeb juillet 2006, Mogadiscio septembre 2006.

[18] En fait, cimetière chrétien où étaient enterrés surtout des orthodoxes éthiopiens et érythréens, plus que des colons italiens.

Les Tribunaux islamiques face à leurs contradictions

L'équilibre, certes instable, qui prévalait au sein des Tribunaux entre partisans des différents courants religieux (musulmans « sociologiques », traditionalistes, confrériques, salafistes, islamistes et djihadistes) apparaît dans la période qui s'ouvre en juin 2006 plus précaire. Cette précarité est encore exacerbée les mois suivants par les défis auxquels les Tribunaux doivent répondre.

En effet, l'influence des Tribunaux croît vite au-delà des frontières de la capitale. Cette extension tient d'abord à sa sécurisation : il n'est guère possible de laisser la ville de Jowhar, trop proche de la capitale, aux mains de l'Alliance, même si les combats restent extrêmement limités. En second lieu, des Tribunaux se constituent rapidement dans d'autres villes et appellent l'UTI à l'aide. Leur victoire à Mogadiscio traduit l'épuisement de la forme faction dans l'organisation de la vie politique somalienne depuis 1991[19]. Elle traduit aussi, cela n'a pas été noté, un changement de générations dans le personnel politique, car derrière les vieux dirigeants, les religieux, surgit une génération d'hommes plus jeunes (souvent âgés de moins 40 ans). De plus, opportunisme aidant, la création d'un Tribunal islamique à un endroit donné permet aussi d'y contester le pouvoir de ceux qui l'avaient assumé jusque-là – ou en avaient directement ou indirectement bénéficié sous l'égide d'une faction. C'est le cas par exemple à Beled Weyne et Jowhar qui, comme Mogadiscio, n'ont pas connu de « révolution religieuse », juste le renvoi d'une administration impopulaire au sein de certaines couches de la population qui vont profiter de l'émergence des Tribunaux islamiques pour faire corps avec eux. Si ces progressions sont fondamentalement « politiques », une troisième vient encore renforcer la crédibilité du discours éthiopien et américain : c'est l'annexion militaire, essentiellement dans la région du Bas-Jubba, avec la prise de Kismaayo en septembre 2006.

Cette erreur majeure des Tribunaux est due à une conjonction de facteurs. Le contexte n'est pas brillant. La Jubba Valley Alliance qui contrôle Kismaayo au printemps 2006 est divisée depuis de longs mois, non sur l'interprétation du Qoran mais, plus « laïquement », sur le partage de l'argent du port et la constitution éventuelle d'une administration locale. Les Tribunaux, initialement, ne souhaitent pas se mêler de cette affaire : ils ne se sentent pas prêts à étendre leur influence alors qu'ils doivent résoudre des problèmes internes aigus. C'est pourtant ce qu'ils vont faire, après plusieurs semaines d'atermoiement. Deux motivations, au moins, ont prévalu. D'une part, les conseillers érythréens ont fait valoir que Kismaayo allait être occupée par des troupes ougandaises et éthiopiennes – une rumeur de plus, mais aux implications radicales. De l'autre, Hassan Abdulle Hersi « Turki » et ses partisans au sein du Hisbul al-Shabaab et des Tribunaux militent en faveur d'une sécurisation du Bas-Jubba et de la zone frontalière avec le Kenya ; forts de rumeurs sur une présence américaine au Nord-Est kenyan, ils gagnent. La prise de Kismaayo n'est pas anodine. S'y manifeste la première opposition populaire aux Tribunaux, qui délèguent dans cette région l'un de leurs dirigeants les plus durs. Cette action crédibilise l'idée d'un encerclement du GFT.

[19] R. Marchal, « Mogadiscio dans la guerre civile : rêves d'Etat », Paris, *Les Etudes du CERI*, n° 69, 2000.

Pourtant, ce sont moins ces développements hors de la capitale – on n'évoque pas ici les incidents qui éclatent alors au Somaliland et au Puntland, voire un attentat contre le Parlement fédéral transitoire à Baidoa le 18 septembre[20] – que d'autres dynamiques qui entraînent le dysfonctionnement de l'Union des Tribunaux : des difficultés d'organisation interne, des différences idéologiques et des problèmes claniques.

Dès juin 2006, les Tribunaux vont mettre en place un comité exécutif, présidé par Shiikh Sharif, dont le nombre atteint rapidement une vingtaine de personnes. Quant au comité consultatif, la *shura*, présidé par Hasan Daahir Aweys, il compte rapidement plus de 90 membres[21]. Qui de ces deux assemblées ou de ces deux dirigeants a le dernier mot ? Quels sont les mécanismes de prise de décision ? Qui a mandat de faire quoi ? Personne ne l'a jamais su, pas même les principaux concernés. Non seulement rien n'est fait pour lever les multiples ambiguïtés, mais souvent les décisions sont prises par des commandants de terrain qui ne témoignent qu'un respect relatif pour ces deux instances et privilégient leurs propres contacts en leur sein. Cette accumulation de faits accomplis, de décisions entérinées plus que débattues, est récurrente. L'interdiction du qaat, de l'exportation du charbon de bois, l'obligation intimée aux femmes de toujours sortir avec un membre mâle de leur famille, la prohibition des cinémas, du sport, etc., toutes ces décisions se sont pas prises au terme d'un débat collectif au sommet et n'ont qu'une validité locale, qui s'est étendue en rasion des rapports horizontaux entre responsables miliciens.

De façon très ironique, les Tribunaux qui se voulaient les garants de la justice renouvèlent l'arbitraire du pouvoir milicien. Il ne faudrait pas croire que cette situation soit acceptée par les dirigeants (notamment par Hasan Daahir[22]). Mais les termes du débat interne sont changés : les troupes éthiopiennes se massent dès le mois d'août sur le territoire somalien et l'unité est alors une question de vie ou de mort. Contre le discours sur la « talébanisation », il faut souligner qu'en de nombreux endroits la vie a continué comme avant, sans que les responsables des Tribunaux n'interviennent de façon coercitive dans le quotidien de la population[23]. Mais les incidents sont montés en épingle par le Premier ministre du GFT et les Ethiopiens pour montrer l'emprise des militants d'al-Qaida sur l'UTI.

---

[20] Cet attentat permet de faire basculer les parlementaires, alors très réticents, en faveur de la politique extrémiste du Premier ministre. L'attentat n'a pas été revendiqué, même s'il est généralement attribué à des extrémistes de l'UTI. Une nouvelle fois, une étrange convergence des extrêmes, alors que les diplomates à Nairobi semblent s'activer enfin en faveur d'une négociation sur un partage de pouvoir.

[21] Au risque de bousculer l'entendement commun, une bonne partie de ses membres sont plus des musulmans sociologiques ou des personnalités religieuses apolitiques que des disciples d'Oussama ben Laden. La vraie faiblesse ne concerne pas l'engagement religieux mais l'incapacité à travailler ensemble.

[22] Décrit comme l'un des plus radicaux par les médias internationaux, Hassan Daahir ne relève pas du même qualificatif pour la population de Mogadiscio : l'appréciation internationale est fondée sur sa présence sur la liste américaine de responsables d'organisations terroristes, pas sur ses choix concrets durant l'année 2006. Un hiatus de plus dans la perception internationale…

[23] M. Fletcher, « Battle-scarred nation is at peace with itself… but still facing war », *The Times* (Londres), 16 décembre 2006.

Les différences idéologiques qui s'expriment au sein des Tribunaux islamiques sont profondes. L'islam et l'islamisme somaliens sont profondément liés à des dynamiques globales, et il ne devrait pas y avoir de surprise sur ce point[24] : nul besoin d'invoquer al-Qaida pour expliquer l'extrémisme de certains ou les confréries pour la modération d'autres, deux arguments ridicules en dehors d'un contexte historique spécifique. Les implications politiques de ces différents points de vue peuvent être déconcertantes. Pour beaucoup, par exemple, il faut discuter avec le GFT, qui devrait à terme gouverner même si les Tribunaux, qui ont montré leur efficacité dans ce domaine, continueraient à exercer leurs prérogatives dans le maintien de l'ordre. Pour d'autres, qui veulent un partage du pouvoir, les négociations entreprises sous l'égide de la Ligue arabe à Khartoum sont les bienvenues. Et si la présidence du GFT n'est jamais contestée, l'hostilité vis-à-vis du Premier ministre est en revanche unanime. Ce dernier, d'ailleurs, après avoir célébré la chute des chefs de faction au tout début juin 2006, tient le discours le plus radical contre les Tribunaux, attestant ainsi sa très grande dépendance à l'égard d'Addis-Abeba et sa volonté de rester aux affaires quel qu'en soit le prix pour la Somalie. Pourtant, une tendance populiste radicale et militariste, dont l'organisation des Shabaab est considérée un peu facilement comme la seule expression, refuse les négociations, y voit même une trahison et fera tout jusqu'au dernier moment pour en saboter la tenue[25]. Faute d'unité idéologique, soumise à la pression d'une menace étrangère, cette tendance imprime peu à peu sa marque dans les territoires contrôlés par les Tribunaux. Les résistances qu'elle suscite sont de plus en plus nombreuses, dans les organes des Tribunaux mais aussi et surtout au sein de la population. Une population qui vit de plus en plus mal l'augmentation drastique des taxes à partir d'octobre 2006, l'interdiction du qaat (une drogue est une drogue), qui pénalise des milliers de personnes qui gagnaient leur vie avec son commerce, et cette coercition normative où un jeune milicien à la connaissance religieuse souvent aléatoire peut humilier dans la rue tous ceux qui ne lui semblent pas des dévots[26].

Le rapport des Tribunaux islamiques aux clans est extraordinairement compliqué. D'un côté, l'affirmation islamique est une manière de réduire l'identification clanique. Mais cette dernière ne procède pas seulement d'une affirmation explicite. Il y a l'accent, les formes dialectales, qui indiquent la région d'origine et souvent le clan. Il y a surtout la sociabilité, le soutien économique, le lieu de résidence... D'une certaine manière, les Tribunaux demeurent des instances claniques, même s'ils ont évolué après juin et ont tenté une coordination horizontale et non plus seulement verticale. Ils ont, pour de nombreuses raisons, des enracinements très différents dans les clans. Dans certains, leur influence est

[24] R. Marchal, « Islamic political dynamics in the Somali civil war », in A. de Waal (ed.), *Islamism and its Enemies in the Horn of Africa*, Londres, Hurst and Co., 2004.

[25] Provocations militaires, sans doute attentat à Baidoa, assassinat d'une religieuse italienne formatrice d'infirmières à Mogadiscio.

[26] Beaucoup parmi ces miliciens travaillaient avant juin 2006 pour les factions et espèrent par ce radicalisme religieux montrer la réalité de leur « retour » à l'islam....

limitée ; dans d'autres, les liens sont profonds et anciens. Dans les nominations au Comité exécutif et à la *shura*, cette réalité très politique est prise en compte[27], mais prête le flanc à la critique. Lorsque sont contestées des décisions prises par des individus, ces derniers l'expliquent par la faiblesse de leur clan ou sa moindre représentation dans les instances des Tribunaux. Cet argument suffit en général à faire taire toute critique. Le GFT, suivi d'ailleurs aveuglément par un panel d'experts très facilement manipulable[28], a identifié le clan de tous les problèmes : les Ayr, un sous-clan des Haber Gidir. D'autres experts, plus fins, mettent l'accent sur la dimension Hawiye des Tribunaux islamiques. La réalité est plus complexe. D'une part, le nombre n'est pas toujours synonyme de pouvoir, car il faut alors assurer de manière prioritaire l'unité. C'est sur ce mode qu'il faut comprendre l'impuissance des deux chefs des Tribunaux, tous deux en désaccord sur certaines décisions, mais soucieux avant tout de préserver l'unité de l'UTI – un choix qui se révélera fatal. De l'autre, les membres des mouvements les plus radicaux sont souvent issus des groupes ou des clans les plus marginalisés : c'est pour eux la seule possibilité de peser sur le mouvement collectif[29].

L'échec des négociations et le retour de la guerre

Dans un tel contexte, les négociations entre GFT et UTI sont problématiques. Elles auraient pourtant pu évoluer différemment si la Ligue arabe avait fait preuve de moins de superficialité dans sa médiation, et si les autres Etats, notamment européens, s'étaient montrés moins pusillanimes à l'égard des Tribunaux islamiques et moins accommodants vis-à-vis du GFT. Lors des premières rencontres de Khartoum, le 22 juin 2006, les résultats sont maigres, certes, mais ils peuvent déjà enclencher une dynamique. Il y a eu non seulement une reconnaissance réciproque – ce qui n'est pas rien –, mais aussi la déclaration d'un cessez-le-feu. Pourtant, la Ligue arabe ne demande pas alors la constitution d'une commission conjointe de vérification. Une telle commission aurait été un premier instrument pour limiter les incidents, peser sur les bellicistes des deux camps et contrôler la présence de troupes étrangères sur le territoire national somalien. Lors du second round de discussion en août, l'idée est cette fois reprise dans le texte final, mais le GFT récuse sa délégation. A

[27] Ainsi, très tôt dans la guerre, la nomination de Skiikh Janaqoow pour convaincre un des clans de Mogadiscio d'opter pour les Tribunaux contre un chef de faction puissant, Mohamed Qanyere.

[28] Lire leurs trois derniers rapports, qui accumulent les invraisemblances et les erreurs, mais qui ont notoirement concouru à faire de l'UTI un appendice d'al-Qaida : **http://www.un.org/Docs/sc/committees/Somalia/SomaliaSelEng.htm**

[29] On serait étonné de voir le nombre de Rahanweyn, Bantou, Dir dans les courants islamistes les plus radicaux. On retrouve au Puntland le même type de positionnement : les islamistes sont majoritairement issus de petits clans côtiers à la fois plus en phase avec l'islam du Golfe et marginalisés dans la politique clanique de leur région du fait de leur faible poids démographique, et donc de leur incapacité à aligner une force milicienne significative.

ce moment, les Européens sont en vacances et ne font aucune pression pour une mise en œuvre immédiate de ce principe[30] : on est loin, très loin du Sud-Soudan où, dès l'automne 2002, un dispositif original était mis en place pour éviter de saborder le processus de paix par une accumulation d'incidents armés. Les négociations de Khartoum 3 en octobre ne débutent même pas, autre erreur stratégique des Tribunaux. En posant des préconditions aux négociations, ils apparaissent responsables de leur échec, alors que tous les observateurs constatent que le GFT n'a aucune volonté de discussion. Les Etats-Unis et l'Ethiopie ont leur *casus belli*. La guerre, de probable, devient alors certaine.

Pourtant, par deux fois, l'espoir renaît. Début novembre, au lendemain de l'échec de Khartoum 3, le président du Parlement conclut à Mogadiscio un accord pour la reprise de véritables négociations, programmées cette fois pour le 15 décembre. Mais le GFT fait à nouveau la sourde oreille. Le 20 décembre, le commissaire européen au développement, Louis Michel, se rend à Baydhabo et Mogadiscio et obtient la signature d'un mémorandum sur la reprise des discussions, l'établissement d'une commission conjointe, une implication européenne. Ce succès politique, arraché au GFT plus qu'à l'UTI, sera balayé par les combats entre l'armée éthiopienne et les milices des Tribunaux. La suite est connue.

Entre-temps, le Conseil de sécurité a voté la résolution 1725 le 6 décembre. Le texte proposé par les Etats-Unis est tout à fait surprenant : il autorise une organisation, l'Union africaine, à intervenir en Somalie et demande à la communauté internationale de la subventionner. Il n'implique nullement les Nations unies ! La France et le Qatar ont dû convaincre les autres membres du Conseil, notamment les Britanniques, tétanisés par leur désaccord avec George W. Bush sur la politique à mettre en œuvre en Irak, d'amender le texte proposé sans hélas obtenir l'approbation de ce qui est la position européenne : pas de déploiement de troupes sans le consentement de toutes les parties. Pourquoi avoir voté un tel texte alors que les négociations devaient reprendre dix jours après et que la perspective du vote d'une telle résolution constituait un fantastique moyen de pression sur les deux parties somaliennes pour obtenir des discussions substantielles ? Gaffe de diplomates ou volonté d'aller à l'affrontement ? Sans surprise, après une critique virulente de la résolution, l'UTI lance le 13 décembre un ultimatum exigeant le départ des troupes éthiopiennes. Cette menace est levée lorsque la visite de Louis Michel est annoncée. Mais des accrochages se produisent dès le 19 au soir et, le 20 décembre, la guerre est déclenchée.

Comment interpréter la défaite si rapide des combattants des Tribunaux ? On peut avancer au moins deux explications. D'une part, l'hétérogénéité des forces en présence. Le contingent éthiopien a combattu et a bénéficié de la formation des conseillers américains basés à Djibouti ; c'est une armée professionnelle dotée de moyens aériens (avions et hélicoptères de combat). Les milices de l'UTI comptent elles beaucoup de recrues de la dernière heure, qui

[30] Il faut mettre à part le rôle de l'envoyé spécial italien, qui aura été hélas le seul dans cette crise à tenter de manière ininterrompue un rapprochement. Les autres Européens manquent souvent à l'appel : les Français ne s'y mettent qu'à l'automne et encore avec un engagement partiel, les Britanniques vacillent sans cesse entre leur analyse et leur alliance avec Washington, les Norvégiens sont actifs par à-coups et les autres sont aux abonnés absents...

meurent en grand nombre durant les trois premiers jours de combat tant elles font la guerre avec leur foi plus qu'avec leur tête. Quant aux miliciens professionnels qui étaient avec les factions puis se sont recyclés dans les Tribunaux islamiques, ils veulent vivre et, forts de leur expérience, comprennent que ces affrontements sont perdus et rentrent précipitamment à Mogadiscio. Même les miliciens les plus acquis aux Tribunaux pensent que la guerre doit être menée autrement. C'est ce à quoi nous assistons depuis le mois de février 2007. En tout état de cause, cette défaite, pour ne pas parler de déroute, remet à leur juste place les prétendues menaces militaires que faisait peser l'UTI sur l'Ethiopie.

D'autre part, la population n'a pas soutenu les miliciens des Tribunaux comme on aurait pu s'y attendre. Elle a été traumatisée par le nombre de victimes des trois premiers jours – on parle alors de plusieurs centaines de morts. Noyée dans la rhétorique nationaliste et guerrière, elle n'imaginait pas que la bataille serait aussi meurtrière. En outre, comme on l'a vu plus haut, le sentiment de désillusion face aux Tribunaux est profond. Les nominations ont été décidées au sein d'un petit groupe où seuls les islamistes ont eu leur chance, les taxes pèsent sur les revenus, les interdits sur la vie quotidienne. L'UTI n'a pas respecté ses promesses maintes fois réitérées de respecter la diversité des soutiens dont elle a bénéficié dans sa guerre contre les factions. Elle le paie au prix fort. Cela signifie qu'il est loin d'être évident que la résurgence d'un courant islamique et même islamiste prenne une forme identique à celle du second semestre 2006…

Si cette analyse est correcte, les événements des mois de novembre et décembre sont très nettement guidés par une lutte sourde pour le pouvoir à la fois au sein de l'UTI et entre l'UTI et le GFT.

On n'a peu évoqué ici la situation interne du GFT, d'abord parce qu'elle se limite fondamentalement à une feuille de route – ce que la communauté internationale appelle d'une façon un peu grandiloquente les « Institutions fédérales transitoires » – et aux relations entre ses trois premiers responsables. Il faut savoir que la signature de l'accord d'Aden entre Abdullahi Yuusuf et le président du Parlement devait se traduire par l'éviction du Premier ministre et le déménagement du Parlement de la ville de Jowhar à Baidoa. Les pressions italiennes les ont convaincus de patienter un peu, et de remettre le Parlement au travail avant de disqualifier le Premier ministre, dont la rapacité n'a d'égal que l'incapacité à tolérer des opinions diverses. Le Parlement déménage donc – ce qui provoque l'acrimonie de Mohamed Dheere, qui contrôlait Jowhar –, et s'il se maintient jusqu'à l'été, il le doit plus aux *per diem* que paie trop généreusement la Commission européenne à ses membres présents à Baidoa qu'à un quelconque engagement civique. Le président sait pouvoir bénéficier du soutien du Puntland, sa région d'origine, qui fournit pratiquement toutes les troupes dites somaliennes pour légitimer l'intervention de l'armée éthiopienne en décembre. Le Premier ministre, conscient de la mauvaise santé du président et des pouvoirs que lui alloue la Constitution transitoire, joue à fond la carte éthiopienne. Jamais le GFT n'est apparu aussi réticent au dialogue, jamais il n'a autant été un mécanisme d'influence pour les Ethiopiens. Pourtant, en août, quatre ministres se démettent, entendant par ce geste souligner leur disponibilité à un dialogue inclusif. Ce message porté à Khartoum 2 aboutit à un accord, décrit plus haut, qu'il était possible de systématiser ; mais l'accord est récusé par le président et le Premier ministre. La rhétorique se centre alors sur la dénonciation du terrorisme international – un

argument misérable tant il correspond peu au véritable débat somalien, mais que nombre de journalistes occidentaux reprendront avant et après l'intervention américano-éthiopienne sans le moindre esprit critique. Peu importe si, dès l'automne, le Parlement somalien fonctionne sous la houlette éthiopienne et que les dissidents n'y soient plus les bienvenus. On arrête déjà beaucoup à Baidoa, des journalistes maldisants mais aussi des proches de parlementaires à l'esprit trop libre ou aux exigences trop élevées.

Le GFT– réduit à son président et à son Premier ministre, le chef du Parlement étant tenu à distance – révèle bien avant l'intervention les deux cartes qu'il entend jouer *ad nauseam*. D'une part, il va entériner bruyamment les campagnes militaires américaine et éthiopienne pour souligner combien ses puissants alliés lui sont redevables. Qu'importent les pertes civiles, les bombardements de la population, les exécutions sommaires des premiers jours. Incapable de se légitimer par lui-même, il élimine les populations qui le défient. De l'autre, il annonce à la communauté internationale que s'il ne reçoit pas le soutien qu'il mérite, le chaos adviendra : tous les islamistes du monde se donneront rendez-vous à Mogadiscio. Bref, il faut envoyer l'argent et les troupes pour lui permettre de régner.

La crise somalienne comme enjeu régional et international

La crise somalienne n'est que très partiellement depuis des années la crise d'un pays. Elle est *de facto* devenue la cristallisation d'antagonismes régionaux que sa population paie et même, depuis 2001, le terrain de bataille d'une véritable guerre clandestine inscrite dans la lutte américaine contre le terrorisme international. Ces deux aspects seront décryptés dans les lignes qui suivent.

Cette appréhension de la crise somalienne comme site de la guerre contre le terrorisme international n'est pourtant pas neutre. Elle hiérarchise ses composantes et les réintroduit dans une logique guidée par des événements internationaux sur lesquels les acteurs somaliens n'ont aucun contrôle. A partir de la présence – probable mais jamais démontrée – des responsables des attentats d'août 1998 et de l'arrivée annoncée de formateurs militaires liés à l'organisation terroriste, elle induit une caractérisation de la situation qui justifie une intervention, forcément « chirurgicale ». L'évolution de la position du Département d'Etat, entre juin et décembre 2006, illustre ce cheminement et les dangers qu'il recèle. On est passé de la nécessité de repenser une politique contre-productive – le soutien financier massif de la CIA aux factions de Mogadiscio – à une acceptation sans nuance de la plus simpliste des thèses éthiopiennes : le contrôle par al-Qaida de l'UTI, et donc sa nécessaire éradication.

Cette intervention est éthiopienne, mais pas seulement éthiopienne. Elle n'aurait pas été possible sans l'accord et le financement américains : comment l'Ethiopie, dont le budget dépend pour plus de 50 % de l'aide internationale, aurait pu engager une escapade guerrière

de cette ampleur sans financement extérieur ? Elle est américaine, mais pas seulement américaine. Si l'Ethiopie s'était refusée à une telle intervention, Washington aurait continué à stipendier des groupes somaliens pour mener la traque des membres d'al-Qaida. Reste à savoir comment ces deux agendas ont pu converger. La question demeure ouverte, tant les désaccords sont visibles au sein de l'administration américaine quant à l'opportunité d'une telle aventure. Autant certains cadres des services de renseignement que des diplomates ont exprimé à mi-voix leur opposition à une politique de la canonnière dont les effets sont, hélas, prévisibles.

L'Ethiopie, une puissance régionale à bout de souffle ?

Avec plus de 1 500 kilomètres de frontière commune, il est évident que l'Ethiopie ne peut rester indifférente à la situation somalienne. Cependant, l'histoire et le contexte régionaux ne lui rendent pas la tâche aisée. En effet, sans revenir sur la création de l'Ethiopie moderne et du nationalisme somali/somalien, il est évident que la représentation de l'Ethiopie chez les Somaliens n'est pas exactement celle d'un voisin désintéressé : Addis-Abeba a été considérée comme un ennemi depuis l'indépendance en 1960. Cette vision hostile s'enracine dans l'histoire des Oromo et des Somali de nationalité éthiopienne, deux groupes annexés au XIXe siècle qui ont des liens importants avec la Somalie, notamment à cause du pansomalisme et des différentes guerres menées dans les années 1960 et 1970 entre Mogadiscio et Addis-Abeba.

Si la guerre froide est achevée, le nouveau régime arrivé au pouvoir à Addis-Abeba en 1991 n'a pas su apporter une réponse crédible aux revendications liées à la région de l'Ogaden, frontalière avec la Somalie. Il a coopté les élites qui lui convenaient et réprimé les autres. Cela ne s'est pas fait sans tensions violentes, ni émergence de mouvements armés ou basculement dans l'opposition d'autres, notamment le Front de libération oromo, le Front national de libération de l'Ogaden, le Front uni de libération de la Somalie occidentale, etc. La popularité de ces organisations armées et leur enracinement sont matière à débats, moins la façon extrêmement musclée dont le pouvoir éthiopien a voulu régler le problème – sans succès – depuis 1992[31].

La guerre contre l'Erythrée (mai 1998-juin 2000) a évidemment reconfiguré la donne. Elle a provoqué à Addis-Abeba une crise de régime en 2001, qui s'est soldée par une épuration des cercles dirigeants au profit de l'actuel Premier ministre, Meles Zenawi, et de ses proches. En 2005, cet épuisement de l'autoritarisme a conduit un pouvoir trop sûr de lui à une défaite électorale. Pour la parer, le Premier ministre avait fait embastiller en novembre 2005

[31] Voir le dossier que consacre *Politique africaine* à ce pays : « Ethiopie : le fédéralisme en question », *Politique africaine*, n° 99, octobre 2005.

plusieurs milliers de personnes, dont pratiquement toute son opposition parlementaire[32]. Un régime aussi fragile au niveau intérieur ne peut que réagir de manière radicale lorsqu'il se croit menacé.

Cette réponse extrême est d'autant plus logique que le régime érythréen entretient historiquement des relations avec des groupes armés basés en Ogaden, à qui, depuis 1998, dans la limite de ses moyens, il offre des facilités en matière d'entraînement et d'armes. Dès 1999, l'Erythrée a tenté avec un certain succès de faire transiter par la Somalie des combattants oromo. Ce projet connaît une nouvelle actualité avec l'émergence des Tribunaux islamiques, dont les conceptions nationalistes se heurtent de front à la politique éthiopienne. Cet appui aux Tribunaux, qui débute dès le printemps 2006, vise aussi à affaiblir autant que faire se peut le GFT, perçu dès sa création par les dirigeants érythréens comme un instrument de puissance de l'Ethiopie.

Les dirigeants des Tribunaux partagent l'idée d'une Somalie forte, centralisée et unie : ils voient dans la création du Somaliland en 1991 puis du Puntland en 1998 des tentatives de balkanisation de la Somalie menées par l'Ethiopie pour affaiblir les Somaliens, mais aussi les musulmans de la Corne de l'Afrique, et multiplient les déclarations contradictoires sur le pansomalisme et leur éventuelle revendication sur certains territoires éthiopiens peuplés par des Somali. Il faudrait cependant être paranoïaque pour leur donner du crédit, tant les problèmes auxquels l'UTI est confrontée sont grands : imaginer l'UTI envahir l'Ethiopie et « libérer » l'Ogaden relève de l'infantilisme en 2006. Mais Addis-Abeba sait faire flèche de tout bois – et, d'ailleurs, avait réagi de la même manière lorsque certains parlementaires du GNT avaient tenu ce discours en 2000. Encore une fois, la déroute militaire remet la dangerosité d'une telle menace à sa dimension réelle.

Les dirigeants des Tribunaux obtiennent donc un soutien érythréen en matériels et en conseillers militaires, en échange de facilités logistiques octroyées aux groupes armés éthiopiens. Un dernier contingent de combattants oromo transite ainsi en juillet 2006 de la région centrale somalienne en Ethiopie.

L'islamisme, on le voit, n'est pas la première préoccupation éthiopienne, même si le discours public est différent[33]. Lorsque le Premier ministre éthiopien évoque des centaines de combattants étrangers, forcément terroristes, il procède à l'évidence par amalgame. D'abord, il n'autorise aucune vérification indépendante. Ensuite, il n'est pas le premier régime contesté à qualifier ses opposants armés de « terroristes ». Enfin, il confond à propos

[32] Human Rights Watch, *Ethiopia: Crackdown Spreads Beyond Capital. As Arbitrary Arrests Continue, Detainees Face Torture and Ill-Treatment*, New York, 15 juin 2005 ; *Ethiopia: Hidden Crackdown in rural areas*, New York, 12 janvier 2006. Ces rapports (et d'autres) peuvent êtres consultés sur le site **http://www.hrw.org/doc?t=africa&c=ethiop**

[33] Certes, la conversion relative à l'islamisme des fronts armés d'opposition en Ethiopie est indéniable, même si sa réalité sur le terrain se révèle moins tangible. L'hostilité face à un régime qui ne cesse de se prévaloir de sa dimension nationale alors qu'il relève d'une clique au sein d'une minorité ethnique de la population suscite de nombreux glissements idéologiques, d'autant que l'opposition parlementaire paie lourdement son statut d'opposition. Mais, plutôt que de s'interroger sur les raisons locales qui président à de telles évolutions, le gouvernement éthiopien joue avec talent la carte de la lutte contre le terrorisme international. Il trouve en Washington un allié plus que complaisant. Quant aux Européens, ils sont silencieux comme il convient.

les combattants oromo, les Somali et Oromo de la diaspora souvent détenteurs d'une seconde nationalité, les éventuels conseillers militaires (ou journalistes) érythréens avec des militants djihadistes venus du Pakistan ou du Golfe. Il faut savoir faire peur à l'Occident pour éviter les questions...

Addis-Abeba poursuit donc plusieurs priorités. Premièrement, damer le pion à Asmara et maintenir l'isolement de l'Erythrée dans la région, tâche d'autant plus nécessaire que les relations entre Asmara et Khartoum se sont singulièrement réchauffées depuis l'été 2006. Un règlement du conflit entre les deux pays reposerait dans un cadre très différent la question oromo et somali éthiopienne, et inciterait la communauté internationale à respecter les valeurs qu'elle promeut généralement[34]. Deuxièmement, veiller à ce que les groupes armés d'opposition ne disposent pas de sanctuaires en Somalie. Depuis 1992, l'armée éthiopienne est intervenue à plusieurs reprises en territoire somalien contre ce qu'elle estimait être des bases de ses opposants : on se souvient de son intervention en août 1996 dans le Gedo ; on oublie souvent qu'en 1992 elle a aidé de façon décisive Abdullahi Yuusuf à reprendre le port de Boosaaso, alors aux mains des islamistes d'al-Ittehad. Troisièmement, sécuriser politiquement son flanc sud en contrôlant l'émergence de tout gouvernement en Somalie : moins que de diviser la Somalie en « républiquettes », il s'agit d'empêcher l'apparition d'acteurs politiques autonomes. C'est ce qu'elle a fait en portant le GFT sur les fonts baptismaux.

Cette approche proprement impériale de la sécurité n'est pas sans poser de problème, mais Addis-Abeba dispose d'un argument diplomatique fort : la lutte contre le terrorisme.

La fin d'une présidence à Washington et la lutte contre al-Qaida

Depuis 1998, les Etats-Unis considèrent la Somalie comme un problème sécuritaire : la préparation dans ce pays des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie au mois d'août de la même année et celle de l'attentat contre un hôtel de Mombasa en novembre 2002 sont avérées. Et certains journalistes entendent accréditer la prétention de l'organisation d'Oussama ben Laden à avoir joué un rôle dans la « défaite » américaine d'octobre 1993. Outre le fait qu'al-Qaida n'existait pas encore, il faut rappeler que cette défaite a été politique plus que militaire et que les protagonistes étaient différents. Les troupes spéciales américaines s'étaient aventurées dans un quartier entièrement acquis au général Mohamed Faarah Aydiid, qu'ils recherchaient : la population s'était battue, pas les seuls islamistes, d'ailleurs profondément divisés sur leur soutien à ce chef de faction.

Une fois l'idée d'une intervention en Somalie abandonnée en décembre 2001, les Etats-Unis engagent une politique de *containment*, qui connaîtra un réel succès jusqu'à la gaffe commise en février 2006 avec l'appui massif octroyé par la CIA à l'Alliance pour la paix

[34] Incapable de mettre en œuvre la décision de la Cour de justice internationale sur la délimitation des frontières entre les deux pays, la communauté internationale laisse depuis 1992 le conflit (il est vrai de basse intensité) durer entre Oromo et pouvoir central éthiopien sans s'impliquer.

et contre le terrorisme international. Pendant plusieurs années, ils stipendient des chefs de faction, des informateurs et des gangs pour mettre en œuvre leur politique antiterroriste. Aadan Eyro échappe ainsi de peu à un enlèvement, tandis que des proches qui logeaient chez lui sont tués. On comprend que l'existence d'un gouvernement somalien ne soit pas à cette époque une véritable priorité. Dans un pays sans loi, l'argent est roi, comme l'arbitraire ; nulle mention de la souveraineté nationale, de l'habeas corpus et autres règles contraignantes pour la lutte contre le terrorisme. Les djihadistes ne sont pas en reste et répondent en exécutant certains officiers ou dits membres de la société civile soupçonnés de travailler pour les services de renseignement américain et éthiopien.

Difficile, dans cette guerre secrète, de démêler le vrai du faux. La presse de Mogadiscio évoque en 2004 plusieurs dizaines de victimes : c'est très clairement une exagération. Le rappel au printemps 2005 du diplomate en charge de la Somalie à l'ambassade américaine de Nairobi souligne cependant les profonds désaccords qui règnent alors au sein de l'appareil d'Etat américain sur la caractérisation des « cibles » somaliennes[35]. Une fois de plus se pose la question de la qualité des informations recueillies sur la Somalie et de l'éventuelle instrumentalisation des services américains par leurs alliés éthiopiens et leurs interlocuteurs au sein du GFT[36].

Ce renvoi éclaire sans doute l'emballement des services américains au début de l'année 2006, et leur profonde naïveté à l'égard des intérêts de leurs supplétifs en Somalie, comme le soulignera la presse dans les mois suivants[37]. L'injection massive de fonds pour soutenir les factions de la fameuse Alliance n'a pas que des effets négatifs : elle permet une réévaluation du shilling somalien. Mais elle ajoute encore à l'illégitimité des factions. La défaite de la logique sécuritaire est cinglante, mais elle n'est que temporaire.

Très rapidement, le Département d'Etat pousse à la création d'un groupe international de contact sur la Somalie. Ce groupe est initialement perçu comme une tentative de réhabilitation des Etats-Unis, une marque de son choix en faveur d'un règlement politique de la question somalienne qui privilégierait son intérêt à long terme (l'émergence d'un gouvernement légitime et fonctionnel) sur son intérêt à court terme (mettre la main sur des

[35] Dommage là aussi que les journalistes n'aient pas fait leur travail jusqu'au bout. Par exemple, Hassan Daher est toujours mentionné comme étant un grand terroriste, car figurant sur la liste *ad hoc* américaine. Or, il y a été mis comme dirigeant de l'organisation al-Itehaad, non parce qu'il est personnellement impliqué dans des activités terroristes. Les autorités américaines essayeront pendant l'été d'utiliser cela pour obtenir des renseignements sur les responsables des attentats de 1998 et de 2002 en Afrique de l'Est. Sur cet aspect important, se reporter à T. Dagne, *Africa and the War on Terrorism*, Congressionnal Research Service Report, 17 janvier 2002 (spécialement pp. 14-15), et à l'article sarcastique de K. De Young, « Terror database has quadrupled in four years », *The Washington Post*, 25 mars 2007.

[36] Si évidemment aucun document public ne permet de répondre à cette question, la lecture des ultimes rapports des experts nommés par le Conseil de sécurité des Nations unies fournit une bonne indication des manipulations possibles (voir notamment les rapports de mai et novembre 2006 disponibles à l'adresse **http://www.un.org/sc/committees/751/mongroup.shtml)**. Une évaluation est également proposée in R. Marchal, « Between gossips and hard facts: the politics of UN Monitoring Groups' narratives on Somalia », Londres, Chatham House, août 2006.

[37] M. Lazaretti et M. Lacey, « Efforts by CIA fail in Somalia, officials charge », *The New York Times*, 8 juin 2006.

personnes soupçonnées d'être liées au terrorisme international). Pourtant, dès l'automne, il devient clair qu'il s'agit plutôt d'une parade aux critiques acerbes des médias et des opinions publiques, et que le socle sécuritaire n'a pas été remis en cause. Il faudra à plusieurs occasions une solide détermination à la Norvège et à l'Italie pour nuancer les déclarations de la secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines Jendayi Frazer, complètement acquise aux thèses éthiopiennes.

Cette dernière annonce en effet le 14 décembre que l'UTI est contrôlée par al-Qaida[38]. Si la présence de membres d'al-Qaida n'est pas impossible, voire probable à Mogadiscio (comme à Paris ou à Londres), comment en faire un élément fondamental pour caractériser alors la situation ? L'approche de Washington repose pendant l'été sur un postulat simple qui, pourtant, n'a pas fonctionné ailleurs : il faut discuter avec les modérés et isoler les radicaux, identifiés sans nuance comme des clones d'al-Qaida. Une telle approche est condamnée à l'échec pour plusieurs raisons. D'abord, la menace extérieure – quoi que l'on pense de l'Ethiopie sur le fond – constitue un ciment important pour des Tribunaux très composites. Ensuite, la situation politique est très mouvante, et les positions de tous vont considérablement évoluer de juin à décembre. Comme il a été dit précédemment, Hassan Daahir apparaît initialement comme un extrémiste ; pourtant (pour donner deux exemples qui tiennent d'habitude à cœur à la diplomatie américaine), il propose l'inclusion de femmes dans le conseil consultatif et assiste à une réunion de la société civile lors de la journée internationale contre le sida. S'il est certes possible à chaque instant, sur un problème particulier, de déterminer les modérés et les radicaux, ces clivages ne sont pas permanents et ne valent pas pour toutes les grandes questions. Enfin, il y a cette idée que la division est aiguisée par les Etats-Unis, une *fitna* made in USA : au lieu d'encourager le dialogue, l'attitude américaine le bloque. En ce sens, le comportement des Européens est plus réaliste, car ces derniers parient sur une décantation produite par la dynamique du dialogue politique et de réajustements internes rendus nécessaires par celui-ci. Le résultat, certes, n'est pas impressionnant. Mais il faut mesurer les rivalités picrocholines au sein de l'Union européenne à Nairobi, l'habitude qui consiste à s'occuper de la Somalie en restant dans son ambassade au Kenya, le désintérêt relatif de capitales qui n'incitent pas à multiplier les initiatives susceptibles de fâcher les alliés américains…

La position de Jendayi Frazer ne fait pourtant pas consensus, ni au sein de son administration[39], ni au sein de la communauté du renseignement, puisque John Negroponte, directeur des services de renseignement, rejette quelques jours avant l'intervention une appréciation aussi catégorique[40]. De fait, sur la base des informations disponibles au moment de l'écriture de

[38] AFP, « Somalie : al-Qaïda a pris le contrôle des tribunaux islamistes, selon Washington », 15 décembre 2006.

[39] Entretien, décembre 2006.

[40] K. de Young, « US see growing threats in Somalia », *The Washington Post,* 18 décembre 2006. Pour en traduire un extrait : « Je ne crois pas qu'il y ait une réponse immédiate et directe », affirma John Negroponte aux journalistes du *Washington Post*, « la Somalie est réapparue sur notre écran radar très récemment seulement et, à la question de savoir si le gouvernement islamiste sera comme les talibans, je ne pense pas avoir vu une bonne réponse ».

ce texte, il semble que se soient jouées dans l'appui américain à l'intervention éthiopienne plusieurs cartes. Il faudra un peu de temps pour confirmer ou infirmer les hypothèses qui sont énoncées maintenant.

La première est que cette intervention traduit un tournant dans la lutte contre le terrorisme. Comme l'expliquent certains auteurs[41], conformément à des priorités définies dans l'Evaluation militaire quadriennale de 2005, la politique américaine tend à conférer à certains pays le statut de « nouvelles puissances régionales » dans la lutte contre le terrorisme. Cette cooptation a de nombreux avantages dans le cas de l'Ethiopie : son armée ne s'embarrasse pas de précautions pour riposter aux attaques, et le régime a déjà fait son deuil des critiques de la grande presse internationale. Une telle stratégie signifie aussi l'accroissement du rôle du Pentagone aux dépens de la CIA et du Département d'Etat[42]. Alors que les événements internationaux militent en faveur d'une lutte contre le terrorisme fondée sur des mécanismes policiers, cette politique promeut une approche militaire. Ce développement ne peut qu'avoir des conséquences négatives, comme vont le montrer l'évolution de la situation en Somalie dans les prochains mois et la mobilisation des courants islamistes et djihadistes internationaux pour faire de la Somalie un nouveau front : Jendayi Frazer aura alors enfin raison.

La seconde est que cette intervention se produit à un moment où la politique américaine en Irak est remise en cause par la victoire des Démocrates aux élections de novembre 2006. En élevant l'intérêt du dispositif américain à Djibouti, en rappelant la menace que fait peser al-Qaida, certains secteurs de l'administration ont sans doute voulu montrer qu'ils n'avaient pas tort et que la contestation devait rester limitée. La réussite militaire ne semble pas prolongée par un succès politique. L'insécurité s'installe dans le territoire anciennement contrôlé par les Tribunaux. Les appels au dialogue lancés par Jendayi Frazer ne sont pas pris en compte par le GFT.

Après avoir créé les conditions de la crise, les Etats-Unis se retournent vers les Européens pour gérer une situation dont ils portent la responsabilité et financer la force africaine censée stabiliser la Somalie : comme le disait en 2001 le néo-conservateur Robert Kagan, « une superpuissance ne s'occupe pas des fenêtres ». Il est d'ailleurs assez piquant de voir Washington prôner une force africaine pour la Somalie au moment même où elle critique l'échec des soldats de l'Union africaine au Darfour. Mais, en fin de règne, l'administration américaine n'est plus à une contradiction près.

Un éditorial du *Wall Street Journal* traduit au début janvier l'appréciation de l'administration américaine : « TFG President may not be a model democrat but he showed his stripes well enough when he said of Sunday's airstrikes [un avion AC-130 a pilonné un village près de Ras Kamboni où étaient censés résider des terroristes] that the US 'has the right to bombard

[41] P. Beinart, « Return of the Nixon doctrine », *Time Magazine*, 4 janvier 2007 ; V. Serchuk, « Ethiopia versus the Islamists », *The Weekly Standard*, 15 janvier 2007.

[42] A. Cumming, *Covert Action: Legislative Background and Possible Policy Questions*, CRS Report (RL 33715), 2 novembre 2006. Voir également M. Gordon et M. Mazzetti, « U.S. used bases in Ethiopia to hunt Al Qaeda in Africa », *The New York Times*, 23 février 2007.

terrorist suspects who attacked its embassy in Keny and Tanzania'. If only we received the same level of candid cooperation from Pakistani President Pervez Musharaf »[43]. On comprend en lisant ces lignes pourquoi une partie des diplomates américains s'est montrée effarée par une telle intervention. Certains hauts responsables n'avaient donc rien appris…

Il faudra des semaines à Jendayi Frazer pour mesurer l'incapacité du GFT à combler le vide politique et à accepter, même du bout des lèvres, une réconciliation exigée par les Européens pour financer la force de l'Union africaine censée remplacer les troupes éthiopiennes. Le GFT nommera lui-même le comité des sages chargé d'exercer une médiation avec on ne sait qui – car qui soulève la tête contre l'intervention américano-éthiopienne ou le GFT est d'emblée catalogué de terroriste. Mais que l'on se rassure, même dans la guerre, les affaires continuent : le GFT demandait 31 millions de dollars à la communauté internationale pour organiser cette conférence de réconciliation, c'est-à-dire deux fois le coût de la conférence du Kenya, qui dura tout de même deux ans (d'octobre 2002 à octobre 2004) et porta le GFT sur les fonts baptismaux…

Un Irak à l'africaine ?

La question, aujourd'hui, est de savoir comment va évoluer la situation. Dès l'arrivée des troupes éthiopiennes dans la capitale somalienne, l'insécurité est revenue, mais pas la guerre, du moins pas immédiatement : certes, les Ethiopiens ont fait la chasse aux Oromo, qu'ils aient été militants ou simples réfugiés (la rumeur publique parle d'exécutions de plusieurs dizaines de partisans des Tribunaux, mais aucune observation indépendante n'est venue la corroborer). Il faut attendre l'élimination du président du Parlement en février, la mise au pas des instances du GFT par le président et son Premier ministre et leurs décisions arbitraires, exécutées de façon brutale, sans aucune consultation avec les intéressés, pour assister à une multiplication d'incidents. Incidents qui déclenchent des ripostes violentes à l'arme lourde de l'armée gouvernementale et des forces éthiopiennes, et font entrer Mogadiscio dans une spirale guerrière dès le mois de mars, culminant une première fois les derniers jours de ce mois, avant un cessez-le-feu à la mi-avril dont la finalité semble avoir été le renforcement des troupes éthiopiennes. Au vu de ces combats meurtriers qui vidèrent la capitale du tiers de sa population, on mesure combien la situation ne pourra qu'empirer dans les prochaines semaines et mois.

Le gouvernement agit en effet sans aucune retenue. Comme dans les derniers jours de Mohamed Siyaad Barre à Mogadiscio en 1991, la résidence du président est utilisée pour bombarder la capitale – curieuse manière de reconstruire la légitimité de l'Etat après seize

[43] « Le président somalien peut ne pas être un modèle de démocrate, mais il démontra assez bien sa nature quand il affirma à propos des bombardements de dimanche que les Etats-Unis avaient le droit de bombarder les terroristes suspectés d'avoir attaqué ses ambassades au Kenya et en Tanzanie. » Outlook, « Somalia: no respite for terrorism », *The Wall Street Journal*, 10 janvier 2007.

années de guerre civile. Et les déclarations sont à l'image de ce massacre qui ne dit pas son nom : le Premier ministre explique qu'il faut éliminer les derniers terroristes, mais que 13 des 14 districts de la capitale sont en paix. Quant au président, il répond à des parlementaires venus l'implorer de rechercher un cessez-le-feu que son clan (Daarood) a souffert bien plus en 1991 et que les Hawiye (l'essentiel de la population de Mogadiscio) peut payer pour ce qu'elle a fait alors. Lorsque Jendayi Frazer fait le voyage à Baidoa en avril pour convaincre le GFT de la nécessité d'un dialogue, le Premier ministre abonde dans son sens, puis se rend à Mogadiscio où il convoque son clan Abgaal (en fait Mudullod) et exige un soutien total pour expulser ses opposants vers la région centrale : car, dit-il, « Mogadiscio nous [Abgaal] appartient ». La réconciliation se décline curieusement au sein du GFT.

D'autre part, l'opposition armée au GFT et aux Ethiopiens ne fait que croître avec la récurrence des affrontements. Incapable de graduer leurs réactions, les forces éthiopiennes incitent la population, pourtant initialement divisée sur l'intervention, à faire bloc. Ainsi, en février, les actions sont menées pour l'essentiel par des miliciens appartenant à des sous-clans Haber Gidir (d'abord Ayr et Duduble, puis Saleemaan). A la fin mars, seuls les Abgaal manquent à l'appel, une bonne partie d'entre eux essayant de rester neutre. A la mi-avril, tous sont dans la guerre et d'autres, non Hawiye (Dir et Rahanweyn), participent également aux combats. Plus intéressant, les islamistes ne jouent pas un rôle premier tant leur impopularité est grande : on les tient responsables de l'intervention éthiopienne, de la mort de centaines de jeunes combattants à la fin décembre, et on leur reproche de constituer plus un problème pour la libération qu'un atout. Cette réalité nous rappelle que les Tribunaux islamiques n'étaient pas islamistes, que le nationalisme reste en Somalie comme ailleurs une valeur sûre face à l'occupation d'une force étrangère et que la population n'est pas disposée à répéter les mêmes erreurs. Il n'est hélas pas sûr que, les affrontements se prolongeant, ces rapports de force demeurent. Si les Shabaab parvenaient à éliminer des chefs militaires importants du GFT ou de l'Ethiopie, leur popularité aujourd'hui détruite pourrait renaître en quelques heures. Les milieux d'affaires et la diaspora sont activement impliqués dans ce qu'ils décrivent comme une résistance. Evidemment, une victoire éthiopienne n'est pas impossible, mais son coût humain serait tel qu'elle ne pourrait se consolider politiquement, au niveau national comme au niveau international, tant l'évidence de la multiplication de crimes de guerre est patente.

Enfin, la communauté internationale n'est pas la moins pathétique. L'IGAD, aussi irresponsable qu'elle pouvait l'être, ou prisonnière de ses choix antérieurs, a reconduit le GFT comme seule autorité légitime. L'Erythrée, du coup, est sortie de l'organisation régionale, Djibouti se tient coi, car il en abrite le siège, mais n'en pense pas moins. Le Soudan, pris dans son épreuve de force sur le Darfour, ne veut pas mécontenter aujourd'hui les Ethiopiens, mais cette position devrait évoluer. L'Ouganda, dont le millier de soldats prépositionnés à Mogadiscio dans le cadre de la résolution 1725 ne participent pas aux combats, s'efforce à tout moment de souligner sa neutralité et apporte un minimum de réconfort humanitaire à une population traumatisée. Quant aux Américains, ils se taisent, mais se disent satisfaits des résultats de la lutte antiterroriste. Jusqu'à quand ? Les Européens offrent une nouvelle fois une vision affligeante de la PESC (Politique étrangère et de sécurité commune). Si l'Italie et la France se démarquent, l'Allemagne et le Royaume-Uni entérinent la position américaine

pour ne pas créer de nouveaux problèmes avec Washington. Les autres fluctuent, certains, comme l'ambassadrice de Belgique, restant convaincus contre toutes les apparences que le Premier ministre est la seule chance du GFT… Il aura fallu que les dépêches d'agences évoquent une possible complicité de l'Union européenne dans les crimes de guerre (comme principal pourvoyeur de fonds au GFT et à l'Ethiopie) pour que les chancelleries européennes et Bruxelles mesurent la gravité du problème. Pourtant, à la mi-avril, l'Union européenne continuait à stipendier un gouvernement qui bombardait sa propre population. Grande démocratie, grande diplomatie, en effet, qui se tait sur les multiples arrestations, mises au secret ou envoi dans des pays des fameux terroristes potentiels, qui se contente d'exprimer sa préoccupation quand le président du GFT déclare qu'il faut « terminate » les opposants[44] ou qu'un vice-ministre de la Défense appelle à l'éradication d'un clan[45].

Le scénario le plus probable, faute de dialogue politique réel, est bien celui d'un Irak à l'africaine. Ce qui suit essaie de donner un sens à cette formule.

Comme en Irak, l'intervention américano-éthiopienne a défait les conditions d'une autorité nationale. La fin de l'UTI sonne le glas, au moins provisoirement, de la centralisation qui s'était cristallisée à partir de juin avec l'émergence d'un acteur unique sur une partie importante du territoire. On a donc affaire, comme dans le passé, à une constellation de situations locales dans lesquelles les positionnements sont dictés autant par des histoires et des enjeux locaux que par l'action d'acteurs nationaux ou étrangers. Cela constitue une première explication sur la centralité de Mogadiscio dans les affrontements actuels. Ailleurs, la présence éthiopienne est moindre et les enjeux ne sont pas perçus comme centraux. Mais on aurait tort de penser que les troubles se limiteront à Mogadiscio. Kismaayo, Baidoa et d'autres villes vont sans doute connaître avant l'été 2007 des affrontements importants.

Comme la population irakienne au printemps 2003, la population somalienne a pris acte de la victoire du GFT et des Ethiopiens. Elle a observé le relatif silence international sur l'intervention éthiopienne et escompté que l'aide de la communauté promise par Washington allait arriver. L'hostilité envers la présence éthiopienne s'est trouvée de façon générale pondérée par cet espoir. Mais, évidemment, cela ne pouvait durer. Le GFT n'a jamais montré la moindre intention de partager les ressources qui lui étaient et sont allouées : il agit ainsi depuis sa création et se comporte à l'identique depuis son arrivée dans la capitale. Le mécontentement social ne pouvait donc que croître. Certes, la population n'a pas été unanime – cela vaut également pour l'Irak – et les antagonismes n'ont pas convergé dans une miraculeuse unité nationale contre l'envahisseur : au contraire, on a assisté, une nouvelle fois, à une involution des liens sociaux, à l'exacerbation des contradictions et des clivages. Là encore, on peut raisonner par comparaison avec ce qui s'est passé pour les communautés chi'ite et sunnite irakiennes, où la présence internationale a dopé la compétition pour le pouvoir tout en poussant à une détérioration rapide du lien transcommunautaire. Le GFT a ainsi essayé de mobiliser l'hostilité entre Abgaal et Haber Gidir, et l'on voit se défaire la réconciliation sociale qui s'était dessinée peu à peu au cours des quinze dernières années

[44] Entretien avec Voice of America, 23 mars 2006.

[45] Voir le site **www.waagacusub.com**

entre Hawiye et Daarood. En effet, l'armée du GFT est presque exclusivement composée de miliciens originaires du Puntland et de Majeerteen. Mais on perçoit déjà des fractures entre partisans Daarood du GFT, entre Mareehaan et Majeerteen.

Considérons également les formes d'engagement dans la guerre. En Irak, on parle aujourd'hui moins des djihadistes étrangers, plus d'une pluralité de groupes ayant des priorités politiques et des attitudes différentes. De la même façon, en Somalie, les oppositions armées mettent en lumière les profondes divergences d'obédience idéologique, de projet politique et de comportements avec les populations que l'on voyait à l'œuvre au sein des Tribunaux islamiques et à côté de ceux-ci. Si l'impasse politique actuelle se prolonge, on assistera bientôt sans grande surprise à l'émergence dans le pays d'une composante internationale djihadiste, correspondant à l'auto-réalisation de la vision américaine (*self-fulfilling prophecy*). Mais aussi à celle de groupes islamistes locaux désireux de ne pas laisser la main à des étrangers dans une lutte qui est d'abord nationaliste. Seront également actives et majoritaires des milices reflétant l'échec de clans, de sous-clans et de groupes d'intérêt transclaniques, comme on peut le voir à l'heure actuelle dans les combats à Mogadiscio.

Si cette prédiction a quelque sens, il paraît clair que les pays voisins, Kenya, Tanzanie et Ethiopie, subiront également le contrecoup de cet interventionnisme. Il existe dans ces pays des mobilisations identitaires islamiques qui n'ont aujourd'hui aucune raison de recourir à la violence. Le suivisme de leur Etat par rapport à Washington et à Addis-Abeba en fournit une, car la mise en œuvre de mesures préventives criminalise ces communautés musulmanes et souligne leur marginalité citoyenne. Aujourd'hui, l'attitude, par exemple, du ministre des Affaires étrangères kenyan Raphaël Tuju, complètement aligné sur la ligne américaine la plus dure, ne peut qu'aiguiser les tensions dans son propre pays. En février, on a craint pour la première fois depuis 2002 un attentat à Mombasa à l'occasion d'une compétition sportive internationale.

EN CONCLUSION

L'analyse de l'intervention américano-éthiopienne plaide en faveur d'une série de décisions politiques qui ne seront sans doute pas considérées, tant elles impliquent une capacité d'autocritique et un réalisme de la communauté internationale.

En premier lieu, il faut s'atteler à une modification du cadre régional, et mettre en œuvre les accords d'Alger entre l'Erythrée et l'Ethiopie. Le régime éthiopien ne doit plus pouvoir se prévaloir de son rôle de policier régional pour embastiller son opposition parlementaire et éliminer quelquefois physiquement ses opposants réfugiés dans les pays voisins. De la même manière, l'Erythrée doit cesser de jouer le *spoiler* régional, comme elle le fait avec application depuis 2002. Si ces comportements sont possibles, c'est sans doute en raison de l'ambiguïté des relations de ces pays avec Washington. Notons à cet égard le silence de

Jendayi Frazer sur l'influence de l'Erythrée dans le fonctionnement des Tribunaux islamiques : critiquer soudain l'Etat le plus laïciste d'Afrique alors que l'on entend dénoncer l'islamisme radical fait en effet désordre. Où sont donc les sanctions et les conditionnalités politiques que l'on nous cite à propos du Zimbabwe dès lors que l'on évoque l'Ethiopie ?

L'Union européenne ne doit pas accepter le chantage actuel du GFT et de l'Ethiopie relayé par Washington : « nous ou le chaos », une force africaine que nous contrôlerons ou le retour d'al-Qaida. Une force africaine ou onusienne sans processus politique est condamnée à l'échec. On le mesure avec effroi dans le cas du Darfour et il n'est nul besoin de confronter l'Union africaine, soumise aux pressions américaines et prise dans des solidarités mécaniques (rapport avec l'IGAD notamment) à un nouvel échec majeur : plutôt que de discuter la composition d'une force, mieux vaut s'atteler à la construction d'un cadre politique qui lui donnerait un sens. L'Ethiopie préside à l'heure actuelle le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ; en mars, elle a pris la présidence de l'IGAD : la diplomatie régionale est au service d'Addis-Abeba. Les Etats européens doivent se convaincre qu'une solution réaliste ne peut entériner les vœux éthiopiens. L'Ethiopie bénéficie de l'absence de stabilité sur son flanc sud : elle a été promue alliée stratégique de Washington pour cette raison. Si la normalisation régionale se réalisait, le régime éthiopien apparaîtrait pour ce qu'il est : un autoritarisme finissant. En accédant aux thèses éthiopiennes et américaines comme ils le font depuis janvier, les Européens construisent le cadre d'une crise durable.

Quelle sortie de crise est aujourd'hui possible ? Quel processus politique promouvoir ? A l'heure actuelle, si rien n'est fait, on risque de voir ressurgir, comme dirigeants potentiels de l'opposition armée à l'occupation, les commandants qui sont responsables de la radicalisation, et donc de l'échec, des Tribunaux islamiques. Une telle situation n'augurerait rien de bon pour l'avenir du pays. Il faut donc rejouer les cartes, ce qui veut dire, sans doute, organiser une nouvelle conférence de réconciliation où le GFT se résumerait à ses composantes sans reconnaissance ni appui particulier de la communauté internationale, où seraient également partie prenante les différentes organisations islamiques exclues en 2002, ainsi que tous les autres acteurs déjà représentés en 2002.

Un dialogue politique sans exclusive, dont les formes ne seraient pas dictées par une force occupante étrangère, demeure aujourd'hui la seule (et difficile) voie pour éviter le retour de la guerre et l'ouverture d'un nouveau front entre Etats-Unis et djihadistes.